

## - La lutte contre les déserts médicaux - (10pts)

Depuis près d'une décennie, l'État, responsable de la politique de santé, a tenté de lutter contre les déserts médicaux c'est-à-dire contre les déséquilibres territoriaux de l'offre médicale en France. Si le phénomène des déserts médicaux s'explique par divers facteurs, il est problématique au regard de la cohésion nationale et de la maîtrise des finances publiques, alors qu'il existe des méthodes novatrices pouvant pallier cet état de fait... Les déserts médicaux sont des zones sous-dotées en offre médicale, correspondant souvent à un territoire pauvre, vieillissant et rural se caractérisant par un éloignement géographique des premières offres médicales, notamment d'urgence. Si ce phénomène concerne les hôpitaux publics, il est plus marquant concernant les médecins généralistes ou spécialistes alors que la France compte plus de médecins que la moyenne des États européens, dans certains départements on peut trouver jusqu'à huit fois moins de ~~députés~~ médecins que dans d'autres départements, surtout concernant les spécialistes. En problématique se trouve davantage dans leur répartition sur le territoire, étant davantage dans les grandes villes et dans le Sud. Cette mauvaise répartition s'explique par des modes de rythme de travail et essentiellement de manière solitaire. Ce déséquilibre crée un risque sur la cohésion nationale avec une rupture d'égalité devant le service public de la santé, mais aussi sur les finances publiques dès lors qu'il favorise des hospitalisations accrues <sup>et</sup> coûteuses. La loi égalité patients a confié, en juillet 2019, à l'Agence régionale de santé (ARS) la tâche de réduire ces inégalités territoriales grâce notamment à un plan régional de santé. Si elle a souhaité favoriser la création de maisons de santé, mêlant le médical et le paramédical, grâce à des aides, les créations ont été limitées à près de 500 par ARS. On est de même des aides des étudiants en médecine en vue de s'installer en zone sous-dotée, avec un bilan limité. Lors que leur régime libéral leur offre une grande liberté d'établissement. Une solution rapide devra être trouvée car l'INSEE prévoit qu'en 2060 près de 33% de la population aura plus de 65 ans et que la demande médicale explosera.